

**Réponse d'Outremer Telecom à la consultation publique de l'ARCEP « *Projet d'annexe à la décision proposant les modalités d'attribution de fréquences dans les bandes 700 MHz, 900 MHz et 3,4-3,8 GHz Martinique et en Guadeloupe* »  
Du 27 octobre au 12 décembre 2023**

*Préambule*

La présente consultation vise à définir « *les modalités d'attribution de fréquences dans les bandes 700 MHz, 900 MHz et 3,4-3,8 GHz Martinique et en Guadeloupe* » susceptibles d'être proposées au ministre en charge des communications électroniques.

OMT remercie l'Autorité pour cette démarche de transparence et considère que le dispositif d'attribution des bandes basses par paquet envisagé constitue une avancée significative. En tenant compte des problématiques de coexistence aux frontières, OMT estime en effet qu'il permettra de garantir un accès au spectre dans des conditions équitables et moyennant les réserves détaillées ci-après qu'elle souhaite voir prises en compte, OMT y est pleinement favorable.

- **S'agissant de la non prise en compte des fréquences en bandes basses mutualisées entre Free Caraïbe et Digicel dans le cadre de l'accord de partage de réseau**

L'ARCEP ayant estimé qu'il n'était pas nécessaire de demander à Free Caraïbe et à Digicel de modifier leur contrat de partage de réseau au motif qu'il ne faisait pas obstacle, selon elle, à la réalisation des objectifs de la régulation prévus par l'article L.32-1 du CPCE, les deux opérateurs vont bénéficier, pendant une durée minimum de trois ans<sup>1</sup>, d'un partage croisé de fréquences basses.

Alors même que cette mutualisation des bandes basses n'existe nulle part ailleurs à l'échelle nationale, OMT considère inacceptable que le projet soumis à consultation ne comporte aucune disposition permettant de le prendre en compte dans la fixation des quantités maximales attribuables.

Eu égard aux risques de déséquilibre très importants entre Free Caraïbe/Digicel et leurs concurrents résultant d'une accumulation de spectre détenu en bandes basses au titre de la mutualisation et des futures attributions dans les bandes 700/900 MHz qui pourraient freiner l'exercice d'une concurrence effective et loyale, OMT demande à l'ARCEP **d'indiquer explicitement dans le projet d'annexe que les quantités de fréquences mutualisées seront prises en compte dans le calcul des portefeuilles des opérateurs concernés.**

- **S'agissant de la qualification des candidats**

Alors que les fréquences visées par la consultation vont revêtir un caractère vital pour le déploiement des réseaux 5G, **l'absence de critères contraignants sur la qualification des candidats est hautement critiquable.**

<sup>1</sup> Aucun obstacle en l'état à une demande de prolongation du partage croisé en bandes basses.

L'ARCEP doit en effet s'assurer que les acteurs concernés disposeront de toutes les capacités techniques et financières pour honorer leurs engagements et se conformer strictement à leurs obligations.

L'ARCEP doit impérativement veiller à ce que les bandes visées, et particulièrement la bande 3,4-3,8 GHz, ne soient pas préemptées par un candidat qui n'utiliserait pas la totalité du spectre dont elle est déjà attributaire de manière effective.

OMT demande par conséquent que l'Autorité intègre dans le dispositif une disposition contraignante dans laquelle une utilisation non effective du spectre serait un motif de refus d'une candidature.

Elle propose à cet effet au II.2.2.a) la rédaction suivante (surligné rajouté par OMT) :

*« À ce titre, et comme précisé dans le Document III, le candidat doit notamment fournir dans son dossier de candidature l'ensemble des informations permettant de démontrer sa capacité technique à satisfaire aux obligations résultant de l'utilisation des fréquences auxquelles il candidate. En particulier, le candidat doit justifier (i) qu'il peut s'appuyer sur un réseau mobile préexistant<sup>32</sup> en Guadeloupe et en Martinique et (ii) **qu'il utilise de manière effective la totalité des bandes de fréquences dont il est attributaire.** »*

- **S'agissant des obligations de couverture des axes à vocation de type autoroutiers et liaisons principales applicables aux lauréats obtenant des fréquences en bande 700 MHz ou 900 MHz**

**Le projet prévoit des obligations de couverture des axes prioritaires à l'intérieur des véhicules rédigé comme suit :**

*« Le titulaire est tenu de fournir des services **d'accès mobile à très haut débit** et de radiotéléphonie mobile accessibles à l'intérieur des véhicules circulant **sur les axes à vocation de type autoroutier et liaisons principales** au plus tard le 1er mai 2028.*

*Les services fournis doivent être disponibles dans au moins 95% des tentatives de connexion. Cette disponibilité est assurée à **l'intérieur des véhicules en déplacement et est effective 24 heures sur 24, y compris aux heures chargées.***

*La vérification de la disponibilité du service d'accès mobile à très haut débit s'effectue en réalisant le téléchargement d'un fichier de 500 kilooctets à intervalles de temps réguliers sur les axes à vocation de type autoroutier et liaisons principales, à l'aide d'un dispositif simulant un usage à l'intérieur d'un véhicule. Une mesure pour un téléchargement durant plus de 30 secondes est considérée comme un échec. »*

- S'agissant de la pertinence de la couverture de ces axes en THD mobile au regard de leur impact environnemental et des besoins utilisateurs

OMT souhaite une nouvelle fois rappeler que nombre de ces axes traversent des réserves naturelles ou sur lesquelles la typologie des terrains (falaise notamment) limitent très fortement les possibilités de déploiement. Nous réaffirmons par conséquent que la pertinence des besoins exprimés par les collectivités demeure non démontrée et que cette obligation emporte de lourdes conséquences sur un plan écologique et environnementale sur des départements fortement dépendants du tourisme et de la préservation de leur écosystème.

En outre, les besoins sécuritaires ne nécessitant pas une couverture en THD mobile 24/24 7/7, elle considère cette obligation disproportionnée.

---

Consultation publique ARCEP « Projet d'annexe à la décision proposant les modalités d'attribution de fréquences dans les bandes 700 MHz, 900 MHz et 3,4-3,8 GHz Martinique et en Guadeloupe »  
Réponse d'Outremer Telecom – Version Publique

- S'agissant de la **disponibilité 24 heure sur 24** du service mobile à très haut débit :

Au vu de la sobriété énergétique demandée aux opérateurs, devoir assumer un service THD sur des axes routiers et liaisons principales en 24/24 participe d'injonctions contradictoires. OMT estime que le service rendu pourrait être allégé aux heures les plus creuses afin de limiter la consommation énergétique, tout en conservant une continuité de service Voix et Data.

- S'agissant de la disponibilité en incar en **déplacement** pour au moins 95% des tentatives de connexion

OMT considère que la rédaction est imprécise et pourrait couvrir :

- La disponibilité du service THD mobile dans 95% des tentatives sur la totalité des axes routiers
- Ou la disponibilité en un point donné du service THD mobile dans 95% des tentatives ce qui reviendrait à imposer une obligation de couverture en tout point de la route et qui apparait donc comme disproportionnée ;

Ces deux interprétations emportant de lourdes conséquences tant sur la faisabilité que sur le coût des déploiements associés, elle demande qu'il soit explicitement indiqué qu'elle vise les axes et non un point de couverture.

OMT estime ses inquiétudes d'autant plus fondées que la vérification de cette obligation s'effectuera via un test de téléchargement qui n'a rien à voir avec l'obligation visée.

- **S'agissant des obligations de déploiement dans les bandes 700 MHz ou 900 MHz sur les zones pré-identifiées**

[SDA]

- **S'agissant des obligations de déploiement sur des emplacements mis à disposition**

Le conditionnement des déploiements à la délivrance des autorisations administratives nécessaires et à la possibilité d'accéder à des infrastructures incluant à minima un emplacement viabilisé, des locaux d'hébergement et de l'alimentation en énergie **est insuffisant** pour répondre à l'ensemble des contraintes opérationnelles et administratives sur ces sites : **OMT demande que les déploiements soient également conditionnés à la délivrance préalable des autorisations réglementaires et que les supports soient mis à disposition par les Collectivités.**

En outre, le délai de 18 mois visé par le projet de décision étant insuffisant au regard des contraintes de déploiements, OMT **demande à ce qu'il soit fixé à 36 mois après la date la plus tardive de délivrance des autorisations réglementaires et administratives.**

- Partage de réseau

OMT souhaite que soit précisé que le partage des éléments passifs devra être fourni dans des conditions raisonnables.

- **S'agissant des modalités d'attribution par enchères à un tour sous pli fermé**

La procédure d'appel à candidatures prévoit des attributions de fréquences au terme d'une enchère à un tour sous pli fermé.

Comme elle a pu l'indiquer lors de ses précédentes contributions, OMT est totalement défavorable dans le cadre d'une procédure de réattribution de fréquences vitales et d'attribution de nouvelles fréquences à ce qu'une telle mécanique d'allocation **basée sur une unique proposition** de la part des opérateurs soit une nouvelle fois retenue[SDA]

[SDA]

\* \* \*

\* \*

\*